Néolithique.

Par Jacques Lévy



Cette nouvelle vous a peut-être échappé : la semaine dernière, nous sommes

sortis du Paléolithique. Pour la première fois en 20081, la part de l'alimentation humaine produite par l'aquaculture réalisée dans les mers ou les eaux continentales a dépassé celle que nous tirons de la pêche. Il est vrai que notre rapport à la mer est jusqu'à peu resté particulièrement archaïque, tandis que la chasse et la cueillette ont depuis longtemps (mais depuis quand au juste ?) été surpassées par l'élevage et l'agriculture. Se situant sur les marges de l'écoumène, de manière comparable aux activités extractives (sur le bord ou au-dessus), la pêche restait l'un des derniers secteurs où les humains se comportaient en prédateurs purs et simples.

Agriculture ou cueillette, chasse ou élevage, pêche ou aquaculture. Prétendre que l'histoire peut aussi se périodiser selon des principes simples, ce n'est pas en réduire la complexité, c'est faire l'hypothèse que l'intelligibilité de cette complexité n'est pas ésotérique, qu'elle passe par des énoncés réfutables : on peut discuter le concept de Néolithique, moins facilement celui de l'abdication de Romulus Augustule au profit d'Odoacre en 476, un événement qui, je le rappelle pour ceux qui l'auraient malencontreusement oublié, sépare l'« Antiquité » du « Moyen-Âge ». C'est aussi considérer qu'aucun argument rationnel ne justifie que l'on s'arrête à une quelconque barrière d'échelle temporelle pour construire des théories. C'est affirmer tranquillement qu'il est possible et parfois utile de proposer des énoncés très « stylisés » sur l'histoire de l'humanité.

Ce qui justifie ce genre de typologie très ample, c'est au fond sa capacité heuristique. Celle, à trois valeurs (Paléolithique/ Néolithique/ Post-Néolithique), utilisée ici, permet à la fois une périodisation diachronique mais aussi une classification synchronique. Si l'on définit le Paléolithique comme une logique de production de la société rendue possible par des prélèvements sur l'environnement naturel et le Néolithique comme un dispositif dans lequel prédation et production coexistent et entrent dans une combinaison variable et dynamique, on peut repérer, aujourd'hui, chez nous, une part de Paléolithique et une part de Néolithique. Pour bien se faire comprendre, disons que l'on a ici affaire à des concepts ouvrant sur des périodisations complexes, se recoupant en partie, et c'est justement ce qui fait la spécificité du moment présent : pas encore complètement sorti du Paléolithique, très massivement marqué par le Néolithique tout en montrant des signes clairs de son possible dépassement.

Cette manière de voir, simple au point de pouvoir passer pour naïve, offre un éclairage utile sur les temporalités différentes qui cohabitent au sein d'une société. Ce qui ne vous aura pas échappé, j'en suis sûr, c'est que les pêcheurs et les mineurs adoptent souvent un style revendicatif similaire, certes pas « paléolithique », mais plutôt rude, car marqué par l'angoisse résultant du fait que c'est l'existence même de l'activité et du groupe social concernés qui, à chaque conflit, sont en jeu. Or il s'agit de métiers dont la très forte identité irradie fortement les sociétés locales. Les supprimer, c'est changer de société. On se souvient aussi à quel point le droit de chasse fut conflictuel entre seigneurs et paysans français, jusqu'à la Révolution. La distinction Paléolithique/Néolithique informe la sociologie, la science politique et l'anthropologie.

On observe aussi l'existence d'un Néolithique d'État, qui a su intégrer avec succès la gestion des ressources fossiles dans la logique de la géopolitique. Le contrôle du territoire comme jeu à somme nulle prend en effet son sens lorsque l'objectif est de maîtriser des éléments de puissance qui ne sont pas soumis à un système productif complexe, et qu'on peut raisonner en termes de stock et non de flux : si ce n'est pas à moi, c'est à toi. Dans un développement productif sophistiqué, au contraire, l'extension territoriale est d'un faible secours, quand elle n'est pas un fardeau. Comme on l'aura remarqué en comparant, par exemple, la Suisse à la République démocratique du Congo, un pays qui reste fabuleusement « riche » en produits miniers de toutes sortes malgré l'intense pillage des colonisateurs et des entreprises minières occidentales, la superficie n'est pas décisive. Cela fait plusieurs siècles (mais combien exactement ?) que les pays étendus ne sont pas plus riches que les autres et, durant la période des guerres de masse en Europe (1792-1945), il est apparu avec de plus en plus de force que ceux qui voulaient jouer au jeu des empires étaient globalement perdants. Cependant, l'histoire de l'État ne peut être réduite à une pure action prédatrice. Depuis l'apparition de grands systèmes à forte expansion et à longue durée de vie (comme l'Égypte ancienne, Rome ou la Chine impériale), s'y mêlent des processus à somme négative à travers le contrôle des matières premières, naturelles ou humaines, pour les consommer jusqu'à épuisement et, simultanément, d'autres opérations à somme nulle ou positive. Celles-ci visent à assurer le renforcement de la puissance étatique par un prélèvement fiscal sur les activités productives, en métropole, et prédatrices, dans les colonies. Dans

sa phase ultime, à partir de la fin du 19e siècle, l'État impérial a cherché à mobiliser sa population, ce qui l'a conduit à mener, dans son pré carré, des politiques « sociales » ouvrant sur d'autres logiques, franchement postnéolithiques. Mais, ce faisant, il a aussi joué un rôle conservatoire en protégeant les secteurs de la société qu'il jugeait utiles à ses projets. Ainsi, il a soutenu avec force une agriculture ambiguë dans son rapport à la nature : productive certes, mais aussi destructrice du sol et de l'eau, qui présentait l'avantage d'offrir à l'État protecteur une occupation territoriale en phase avec la composante défensive de la géopolitique. La « géographie classique française » a fait son miel de cette alliance stratégique.

Le moment géopolitique de l'histoire mondiale a souvent été appelé « westphalien » en rapport avec les Traités de 1648 qui, en effet, donnaient une expression plus claire à l'idée que les États étaient les seuls acteurs des espaces d'échelle supérieure à eux-mêmes. En Europe occidentale, c'est la fin de la guerre de Cent-Ans qui peut déjà être considérée comme l'élimination d'hypothèses alternatives. On considère même le plus souvent que, dès le début du 14e siècle, les traits caractéristiques de l'« État moderne » sont en place. Cette période, qui court jusqu'à 1945, ou même 1989, selon qu'on mette l'accent sur tel ou tel processus, entre donc profondément en phase avec la manière néolithique de faire société. Dit autrement, cela signifie que le régime étatique d'historicité a contribué à installer et à maintenir les sociétés dans les logiques néolithiques. Bien après la conclusion du débat entre sédentaires laborieux et nomades conquérants qui avait donné le ton de la première phase du Néolithique (jusqu'à la victoire des États russe et chinois sur les Tatars et les Mongols), le mode d'organisation néolithique a continué à se déployer, en déplaçant sans cesse le point d'équilibre entre production pacifique et prélèvement militaire. C'est ce mélange détonant qui « porte la guerre comme la nuée porte l'orage » (selon l'expression du socialiste français Jean Jaurès à propos du capitalisme) : tant qu'il peut être jugé plus efficace d'aller razzier ce que d'autres ont produit plutôt que de le produire soi-même, la géopolitique offensive fait sens et, si la société l'accepte, elle tend à organiser l'ensemble de la vie sociale à cette fin. Il n'est donc pas surprenant que ce soit dans l'univers de la rente prédatrice que l'orientation vers la guerre classique soit la plus vivace : aujourd'hui en Iran ou en Russie, comme en Irak naguère, beaucoup sont

tentés de penser le Monde comme un gâteau dont la préparation importe peu et qu'il ne resterait qu'à partager. Pendant ce temps, d'autres s'emploient tout de même à le confectionner et à en améliorer le goût.

Depuis que notre alimentation aquatique est majoritairement entrée dans un paradigme productif, nous sommes donc encore davantage ancrés dans le Néolithique. Davantage, mais pas complètement : il y a encore les énergies fossiles et des matières premières non recyclables, tandis que des dégâts parfois irréversibles accompagnent la production. Il y a surtout notre imaginaire encore trop paresseux, qui tend à pérenniser un équilibre prédation/production alors qu'il n'est pas si difficile de se représenter le moment présent comme une phase de transition vers un horizon qu'on commence à distinguer assez nettement : celui d'une production non prédatrice. Les changements en cours sont pourtant souvent perçus comme une menace, même s'ils ouvrent aux humains de nouveaux degrés de liberté tout en impliquant davantage de responsabilité sur l'environnement. L'aquaculture est ainsi présentée par certains2, et avec parfois de bonnes raisons, comme polluante, hostile à la biodiversité, ou même dangereuse dans son principe même car elle répandrait l'illusion qu'il n'y aurait pas de limite aux ressources alimentaires de l'humanité.

Nous vivons à cet égard un stimulant paradoxe. On peut partiellement expliquer la hausse récente (2007-2008) du prix du pétrole par la tension qu'a provoquée la croissance rapide de la demande dans les pays « émergents », par la baisse du dollar et par les processus spéculatifs qui donnent à cette tension un caractère expressionniste. Cependant, si l'on en croit l'analyse convergente des économistes spécialisés, le phénomène semble aussi s'expliquer par la réticence des pays producteurs à continuer d'investir à un haut niveau dans l'exploitation de leurs réserves alors que, d'une part, la consommation tend à baisser dans les pays développés et que, d'autre part, les producteurs ont à se préparer, plus rapidement que leurs clients, à l'économie de l'après-pétrole. On brocarde souvent la rage des émirats du Golfe persique à investir massivement dans des activités jugées superficielles : le luxe, les attractions tape-à-l'œil, l'architecture ostentatoire ; en fait, si on regarde mieux : le tourisme, la culture, la ville. Il est cependant logique que, avec une tradition productive faible, ces sociétés cherchent à construire, en faisant des paris éventuellement risqués, une

configuration capable de leur assurer des avantages comparatifs à l'échelle mondiale. Vue sous cet angle, l'augmentation tendancielle du prix du pétrole sanctionnerait, si elle se confirme, le décalage entre la vitesse de sortie du Paléolithique des pays producteurs et celle des pays consommateurs, où l'attitude spontanée consiste à prendre tout son temps (en fait le temps des autres) avant d'en venir à apprécier toute la valeur de l'efficacité énergétique, de la ville dense et des transports publics.

Cet exemple illustre le fait que, du point de vue qui nous intéresse ici, il existe des logiques d'acteurs distinctes entraînant des rythmes temporels et même des régimes d'historicité différents. On peut en identifier au moins quatre. À côté des pays qui se sont depuis longtemps développés sur une base néolithique (agro-industrielle), on identifie d'abord ceux qu'on pourrait considérer en position de « rattrapage », mais qui, contrairement à l'évolutionnisme diffusionniste d'un Walt Rostow, ne reproduisent pas le modèle européen des deux derniers siècles. D'une part, ils parcourent beaucoup plus vite les différents « stades » de leurs prédécesseurs, et, d'autre part, leur parcours est spécifique, notamment en ce qu'il tire parti des ressources de tous ordres qui résultent de l'accumulation productive des premières « révolutions industrielles ».

Enfin, on peut distinguer, parmi les sociétés qui conservent une part de logique paléolithique, celles pour qui cela signifie une mise à l'écart, provisoire mais massive, du processus (et de la notion) de développement (Afrique subsaharienne, Amérique latine et Asie intérieures, archipels du Pacifique) et celles (comme les pays pétroliers) qui en tirent partie sous forme de rente. Les cas de l'Australie hier, des émirats du Golfe aujourd'hui et de la Russie demain sans doute, montrent comment on peut basculer en quelques décennies de l'état d'entrepôt de matières premières à celui de système productif avancé.

Passer directement de l'âge paléolithique à des logiques post-néolithiques : pourquoi pas ? Ces dernières ont, en réalité, commencé à se manifester depuis longtemps, presque aussi longtemps que le Néolithique. Depuis, par exemple, qu'on recycle les déjections humaines dans les rizières et le fumier dans les champs. L'aquaculture elle-même était déjà présente en Chine et en Égypte il y a plus de cinq mille ans. Lorsque, bien plus tard, le travail intellectuel est apparu

comme le plus efficace et que, presque en même temps, les technologies numériques ont permis de découpler les courbes de croissance de la consommation d'énergie et de la production marchande, on a vraiment pu percevoir comment nommer cette nouvelle période : post-matérialiste ou, si l'on veut, post-lithique. Mais on pourrait aussi l'appeler tout simplement : productive, puisque, cette fois ? nous savons de mieux en mieux nous en passer et nous savons que nous avons de moins en moins le choix ? la prédation est exclue, d'autant que, depuis soixante ans, les interactions entre les sociétés les plus développées ont cessé de s'accompagner de la guerre. Il semble bien qu'il y ait un rapport entre l'économie de moyens dans la gestion des ressources et la part croissante de pratiques dématérialisées. Cette société qui émerge est aussi une société d'individus réflexive : le raisonnement, l'imagination l'innovation et la création appliquées à des activités pacifiques peuvent s'employer, non plus à détruire la planète, mais à l'inventer sans l'abîmer.

Une objection pertinente à ce tableau consisterait à faire remarquer que cette société-Monde d'individus est tellement inégalitaire qu'une vision trop globale peut être trompeuse. Il y a, c'est vrai, un rapport réciproque entre inégalités et développement : en donnant des marges de manœuvre aux sociétés, le développement permet de s'attaquer plus efficacement aux inégalités, mais, en sens inverse, une horizontalité plus grande de la société, avec, notamment, l'égalité des sexes, la redistribution productive, la mutualisation des moyens dans l'éducation et la santé ou la multiplicité des centres de pouvoir, constitue un propulseur de développement. L'investissement permettant de sortir d'une logique encore partiellement prédatrice appartient typiquement à une famille d'actions qui donnent à la notion de partage une place centrale dans les équilibres sociétaux. En ce sens, le pari du Développement durable (la compatibilité de principe entre croissance, équité et viabilité) ne doit pas être vu comme un compromis entre des désirs antinomiques mais une mise en cohérence des attentes. On peut donc interroger les politiques « sociales » sous cet angle : comment contribuent-elles à articuler la sortie de la misère pour les pauvres et la sortie du Néolithique pour la société dans son ensemble.

On peut aussi bien sûr, comme le proposent certains, tenter un retour déterminé et contrôlé vers le Paléolithique : en renonçant à produire à l'échelle industrielle,

on se libèrerait du même coup des contradictions inhérentes à l'univers néolithique. Il faudrait alors assumer les conséquences d'un manque cruel de moyens de maîtriser notre destin, dans un contexte où ni la perspective d'un au-delà luxueux, ni le cocon de la communauté ne sont plus là pour rendre supportable une vie d'autant plus dure qu'on sait qu'on n'en a qu'une et qu'une autre vie, avec des livres, des ordinateurs et des voyages, serait techniquement possible. Comme un tel retour en arrière n'est, en réalité, même pas imaginable, les utopies régressives qui sont çà et là proposées, renoncent en fait à l'autosuffisance mais gardent le silence sur l'arrière-plan logistique qu'elles supposent. En fait, elles se greffent sur les marges du système existant, suggérant un cadre de vie infra-urbain qui ne pourrait pas se passer des villes : le pick-up remplacerait la berline et, en cas de pépin, l'hélicoptère se substituerait à l'ambulance. Les simples ne guérissent pas les maladies compliquées et la perspective de vingt-cinq ans d'espérance de vie n'est pas immédiatement populaire.

Notons en outre qu'un « retour à la nature » fondé sur le renoncement aux techniques productives sophistiquées impliquerait non seulement un appauvrissement des modes de vie mais aussi, inévitablement, un retour à la prédation, puisque les technologies agro-artisanales invoquées dans ce type de projet ne seraient pas plus capables d'économie de ressources que ne l'étaient les systèmes productifs préindustriels. La déforestation a profondément marqué l'espace européen bien avant l'industrie, pour les besoins de la combustion et de la construction. L'usage intéressant de la jachère (qui est d'ailleurs parfois pratiquée aujourd'hui) ne peut faire oublier le fait que les matières premières et les sources d'énergie ont été utilisées sans possibilité de recyclage, car celui-ci ne va pas de soi. Il est relativement possible d'introduire des îlots de culture biologique ou de chauffage au bois sans toucher au reste. Si on voulait le faire, il faudrait remettre en cause une palette de technologies très variées, autrement dit un système technique partie prenante d'un système social. Et cela ne suffirait pas. Le caractère systématiquement extensif de la production-prédation ainsi mis en place imposerait des densités très faibles. Pour le coup, les six milliards et demi d'habitants de la planète (neuf milliards et demi prévus en 2050) seraient à l'étroit dans l'écoumène[3]. Leur dispersion forcée aurait des conséquences culturelles dramatiques. Le rêve d'une économie « naturelle » bute tout

simplement sur le fait que les éléments matériels, immatériels et idéels qui le rendent possible appartiennent à un tout autre type de société que celui qu'imposerait sa réalisation.

Ainsi, si les partisans de la « décroissance » ne présentent en général pas leur projet comme un retour au Paléolithique, c'est bien, fondamentalement, de cela qu'il s'agit. En effet, soit on pense possible la construction d'un système productif non-prédateur et dans ce cas il n'est pas nécessaire de limiter *a priori* le niveau de la production ; soit on estime que l'action humaine est par nature destructrice de son environnement et, dans ce cas, l'attitude raisonnable consiste à faire baisser le niveau de prédation en diminuant la production.

Ces contradictions et ces apories deviennent, du même coup, stimulantes pour la recherche. Le fantasme du « retour à la nature » accompagne, symétriquement, dans l'univers agro-industriel les figures de l'économisme scientiste, avec sa métaphysique historiciste et son unilatéralisme. On comprend mieux, au sein d'une configuration idéologique duale, la guerre que mènent les mouvements naturalistes contre l'arrogance humaine, l'« empreinte » sur le monde biophysique et la mise en avant de valeurs intrinsèques de la Terre et des êtres vivants. Le paradoxe, encore un, c'est que cette contre-idéologie prend une ampleur inégalée au moment même où, en dépit des différences de rythme entre les sociétés et des inégalités entre les hommes, la possibilité d'un dépassement des contradictions néolithiques n'a jamais été aussi crédible. D'ores et déjà, la plus grande part de la production humaine porte sur des processus immatériels. L'économie de l'intelligence est déjà là et il n'est pas nécessaire de laisser vagabonder son imagination pour envisager un système productif dans lequel les *inputs* naturels seraient à la fois réduits par l'augmentation de l'efficacité technologique et, soit quasi infinis (comme les cultures du vivant, l'énergie solaire, le vent ou, dans un petit siècle, la fusion nucléaire), soit recyclés sans limites, comme l'eau, le sol et les métaux. Ce qu'on observe dans ces courants de pensée, c'est que la prise de conscience des conséquences négatives, réelles ou possibles, de la puissance humaine sur son environnement naturel prend un ascendant radical sur celle du potentiel illimité d'un développement viable et responsable pour l'humanité.

Ce type de moment, dans lequel des leviers nouveaux, dans la connaissance comme dans l'action, apparaissent et où, pourtant, ce sont des visions plutôt sombres qui l'emportent, rappellent ce que Karl Jaspers avait appelé la « période axiale » (« *Achsenzeit* ») et qu'il situait entre 800 et 200 avant J.–C.[4]. Il s'agit d'un *point critique* de l'histoire humaine que Jaspers identifie en notant les grandes convergences entre, notamment, la pensée grecque, le judaïsme, le bouddhisme, l'hindouisme, la pensée chinoise et le zoroastrisme. Il définit ce moment comme un « interrègne entre deux périodes de grands empires, une respiration profonde rendant possible une conscience plus lucide ». Cette convergence s'expliquerait par des similitudes de configurations sociales qui auraient favorisé la liberté de pensée et d'expression. Dans ces différents corpus, on note que le relatif pouvoir des humains sur leur environnement est indissociable de la prise de conscience de leur fragilité, marquée par la vulnérabilité de leur corps et leur faible capacité de réaction face au déchaînement des forces naturelles. Au moment même où les hommes peuvent commencer à voir le spectacle plutôt réconfortant de l'accumulation de leurs œuvres, c'est plutôt la perspective, « extramondaine », du retrait vis-à-vis des choses d'ici-bas ou, « intramondaine », de la soumission à une puissance supérieure, qui est présentée comme la seule solution acceptable. Faute de quoi, ce serait l'inévitable catastrophe pour l'individu, le groupe ou la société.

Peut-on dire que nous nous trouvons dans une nouvelle phase critique de portée comparable ? Oui, pour une part puisque les constituants de notre rapport au monde connaissent une transformation suffisamment significative pour nous contraindre à en revoir la construction mentale que nous en faisons. Mais la comparaison doit prendre en compte, justement, une mutation majeure qui modifie la problématique : le caractère réflexif des sociétés contemporaines et leur renoncement à chercher ailleurs qu'en elles-mêmes transcendances et immanences changent la donne. L'enjeu civilisationnel porté par les idéologies néo-naturalistes s'en trouve d'autant amoindri. La transformation de la préoccupation en angoisse, de la responsabilité en culpabilité, de l'incertitude en eschatologie, du souci du public en honte privée peut certes correspondre à un moment où nous avons une conscience globale du changement sans être capable, dans le détail, de définir un projet et des actions clairs. Cependant, il paraît difficile de procéder à une analyse stratégique des enjeux de société

contemporains en se détournant des ressources offertes par la démarche critique, la culture scientifique (y compris celle apportée par les sciences sociales) et la conscience multiforme, individuelle et collective, de la composante cumulative de l'historicité. Demander à l'humanité, au moment de solder le Néolithique, de faire pénitence de dix mille ans d'histoire et de régler rubis sur l'ongle ses « dettes » à la Nature détourne de l'objectif qui est vraiment sur le tableau de bord des humains : construire une société non prédatrice, ni de ses environnements, ni d'elle-même.

En fait, c'est l'idée de « finitude » qu'il faut bien localiser dans le raisonnement. Les limites des matériaux n'impliquent en aucune manière les limites des projets construits avec ces matériaux L'un des enjeux politiques du Monde actuel est que cette ouverture des possibles vaille pour tous, ce qui est encore loin d'être le cas. On peut résumer l'histoire technique de l'humanité comme la recherche constante, pas toujours dominante, pas toujours efficace et rarement bien distribuée, mais toujours présente, de l'économie de moyens. Dire cela est tautologique puisque c'est là la définition même de la technique : l'information de l'action au moyen d'un schème mental pour réaliser la finalité de cette action. Dans une société donnée, la part de technique peut varier et les différentes techniques peuvent être contradictoires entre elles (par exemple celles de la production et celles de la guerre), mais il n'existe aucune société sans techniques. En tout état de cause, la recherche de l'efficacité n'est nullement contradictoire avec l'augmentation de l'échelle de l'action. L'expression « économie d'énergie » est ainsi ambivalente : elle peut signifier la recherche de l'efficacité énergétique sans limitation de production et de consommation ou, au contraire, la fixation de valeurs absolues de puissance, comme l'exprime bien le slogan, lancé par l'École polytechnique fédérale de Zurich (Ethz), en faveur d'une « société à 2000 watts ». La confusion entre ces deux composantes ? d'un côté, le niveau d'efficience mesuré par la productivité ou le rendement, de l'autre, le volume de la production —, gêne la perception de l'enjeu.

Pourtant, dans le cas de l'urbain, on peut démontrer facilement que, non seulement l'effet de taille n'est pas antinomique à l'économie de moyens mais, tout au contraire, renforce cette dernière. Une grande ville se caractérise, davantage qu'une petite, par la combinaison de densité et de diversité, ce qui lui

permet de dépenser moins d'énergie par habitant et d'être plus respectueuse de l'environnement naturel en matière d'air (grâce à la possibilité de se passer des énergies fossiles dans les transports) et d'eau (en raison d'une moins grande surface par habitant de sols artificialisés). Création humaine par excellence, concentrant l'essentiel de l'héritage productif du Néolithique, maîtrisable sans devoir être limitée, la ville se présente comme un dispositif d'autant mieux préparé à intégrer les paramètres de la période suivante qu'elle se rapprochera de l'épure de son concept. Le phénomène Ville constitue, par sa seule existence, l'antithèse parfaite de l'idée selon laquelle il faudrait réduire la voilure de l'humanité pour cesser de détruire son environnement.

La société post-néolithique doit-elle être orientée vers le développement, vers la conservation de l'existant ou vers la contraction de sa présence au monde ? Dans cette discussion, on constate que l'une des ressources argumentatives des adversaires du développement (y compris durable) est la notion de « faux besoin ». Le Néolithique finissant aurait développé des faux besoins qui seraient la cause profonde des « dérèglements » climatiques et, plus généralement, des problèmes écologiques ? le plus mortel de ces péchés consistant, on le sait, à voyager, pour son seul plaisir, dans l'avion d'une compagnie *low-cost*. La « crise environnementale » aurait donc une origine morale et seul un sursaut moral inverse, consistant à définir et à imposer une liste limitative des vrais besoins, pourrait rétablir un ordre et une harmonie menacés. Le caractère construit de la demande économique, des aspirations sociologiques et psychologiques et des attentes politiques ne fait plus guère de doute pour les sciences sociales depuis au moins deux cents ans. Il est vrai cependant que, derrière ces oppositions, on retrouve un vieux débat, celui qui oppose, indirectement, Jean-Baptiste Say (primat de la production dans la définition de la demande) à Thomas Malthus (productivité marginale décroissante). Même si le rapport Meadows (1972) a tenté de relancer l'approche de Malthus, on peut considérer que l'expérience cruciale des deux derniers siècles a tranché en sa défaveur. Depuis le début du 18^{e} siècle, en effet, la population mondiale a été multipliée par dix, la production par cent, un rapport exactement inverse à ce que le pasteur-économiste annonçait. L'augmentation de l'espérance de vie s'est même accélérée au moment même où la croissance démographique était la plus rapide. Par ailleurs, dans une société réflexive, l'idée de « besoins » qui pourraient être identifiés de

l'extérieur, en position de surplomb par rapport à la société, perd sa pertinence car il n'est plus possible de définir *a priori* des exigences à satisfaire sans en passer par le complexe exercice démocratique de construction toujours renouvelés des horizons d'attentes. Ainsi le régime de vérité des discours sur les « faux besoins » manifeste-t-il un écart béant entre son contenu et le contexte de son énonciation.

Le passage du Paléolithique au Néolithique fut un parcours partant d'*infinis* vertigineux pour aller vers des *finis* douloureux. Le Postlithique devra gérer le déplacement *sans fin* des limites provisoires de notre intelligence. Vous le pressentiez, les succès de l'aquaculture ne règlent pas tous nos problèmes : le Néolithique, il ne faut pas seulement y entrer ; il faut aussi savoir en sortir. Dans le bon sens, si possible.

Résumé

Cette nouvelle vous a peut-être échappé : la semaine dernière, nous sommes sortis du Paléolithique. Pour la première fois en 20081, la part de l'alimentation humaine produite par l'aquaculture réalisée dans les mers ou les eaux continentales a dépassé celle que nous tirons de la pêche. Il est vrai que notre rapport à la mer ...

Notes

1 *Le Temps* (Genève), 26 juin 2008, d'après les données de la FAO, notamment.
2 Voir par exemple ce site web.
3 En cohérence avec cette orientation, le démographe Robert Engelmann, *More – Populations, Nature, and What Women Want,* Washington, Island Press, 2008, voit la solution dans une diminution substantielle de la population mondiale.
4 Karl Jaspers, V*om Ursprung und Ziel der Geschichte,* Munich, Piper Verlag, 1949.